

## **Le chef de l'Etat est fidèle à ses valeurs, à son mandat et à son devoir**

*di Claude Guéant*

Le président de la République est sans cesse dans l'action. Cet engagement de tous les instants lui vaut d'être souvent la cible de critiques que le collaborateur proche que je suis juge injustes. Parmi ces critiques figurent celles qui concernent la méthode : le président en ferait trop, il lancerait trop de réformes simultanément, il gouvernerait seul. Toutes ces critiques méritent réponse.

Avant toute chose, je voudrais insister sur un aspect trop peu souligné de la personnalité de Nicolas Sarkozy : c'est un homme de convictions qui a une conception exigeante de ses devoirs à l'égard du peuple français.

A ce titre, une constante anime son action : la fidélité à ses engagements. Lorsqu'il s'est présenté au suffrage des Français, il a présenté un programme très complet de ce qu'il proposait à ses concitoyens. En l'élisant au terme d'un scrutin auquel près de 9 électeurs sur 10 ont pris part, les Français lui ont donné un mandat. Ce mandat, il le met en oeuvre.

Une autre constante est que, dans l'exercice de ses fonctions, il ne peut même pas imaginer ne pas donner le meilleur de lui-même. C'est pour cette raison qu'il saisit à bras-le-corps les problèmes qui peuvent survenir. Il aurait pu laisser les instances internationales, dont c'est le rôle, s'occuper de la crise financière. Non, il a fait le voyage des Etats-Unis pour convaincre le président américain de réunir le G20. Son rôle a été décisif. Est-on sûr que, s'il n'était pas intervenu, la machine internationale se serait mise en branle pour apporter au monde les régulations dont l'absence avait failli le plonger dans le chaos ? Je suis certain du contraire.

Une troisième constante, c'est la foi qu'il a dans notre pays. Le président de la République est convaincu que la France a en elle un formidable potentiel de développement, qui repose d'abord sur le talent des Français. Et il enrage de voir ce potentiel insuffisamment valorisé. Insuffisamment valorisé parce que les réformes qui s'imposaient n'ont pas été faites. C'est important à ses yeux, car valoriser le potentiel de la France, c'est lui permettre de produire plus de richesses et de créer plus de bien-être pour chacun, et c'est garantir la pérennité des systèmes de solidarité qui font partie intégrante de notre identité nationale.

Une dernière conviction que je retiendrai dans la démarche du président, c'est celle de la cohérence : cohérence dans les valeurs et dans l'action. Le programme qu'il a proposé en 2007 était tout entier articulé autour de quelques valeurs : la réhabilitation du travail, car seul le travail permet de créer de la richesse ; la place de la France et donc le renforcement de sa compétitivité, parce que dans une économie mondialisée il faut se battre pour rester en tête ; et la justice, parce que c'est la garantie de l'unité nationale. Et franchement, je voudrais appeler l'attention sur cette réalité que tout ce qui a été fait depuis 2007 peut être lu avec cette grille.

Qu'est-ce finalement que la réforme de l'école et du lycée si ce n'est la recherche de plus de justice au travers de la volonté de faire en sorte que l'égalité des chances devienne une réalité ?

Qu'est-ce que la réforme des universités ou celle de la recherche qui, à elles deux, se voient dotées de 1,7 milliard d'euros supplémentaires chaque année, ou la transformation du crédit d'impôt recherche, sinon la volonté de fonder une véritable économie de la connaissance, de faire progresser la science d'abord et ensuite de la mettre au service d'une économie plus compétitive. Qu'est-ce que l'exonération des droits sur les successions petites et moyennes, sinon la reconnaissance des efforts d'une vie de travail.

Mais j'en viens maintenant à l'action conduite. Un reproche souvent adressé est que le président ne hiérarchise pas les priorités, qu'il ouvre trop de chantiers à la fois. C'est vrai qu'il a lancé et mis en oeuvre beaucoup d'initiatives, mais réfléchissons un instant : quel serait l'avantage d'en lancer moins ? Personne ne peut dire que les initiatives prises pour faire face à la crise ont été gênées par la poursuite des réformes structurelles dont notre pays a besoin. La meilleure preuve en est que, si nous avons souffert de la crise, si nous en souffrons encore, nous nous en sommes plutôt moins mal tirés que d'autres.

Certes, lancer une réforme et une seule tous les trois ou six mois donne plus de visibilité à l'action publique. Mais quelle satisfaction autre qu'intellectuelle retirer de cette visibilité ? Est-ce que, parce qu'il y a la crise, il ne faut pas s'occuper des émissions de gaz à effet de serre et de l'avenir de la planète ? Est-ce que, parce que la crise est là, il ne faut pas améliorer le fonctionnement du lycée, qui ne prépare pas assez à l'enseignement supérieur et qui est devenu une machine à reproduire les inégalités ? Est-ce que, parce qu'on court le risque que les lignes de force de l'action soient estompées, il faut renoncer à donner à l'hôpital les moyens de continuer à prodiguer aux Français des soins de qualité ou se donner du temps pour rebâtir une industrie puissante ? Est-ce que, sous prétexte d'encombrement du calendrier parlementaire, on va se résigner à ne pas réformer la justice afin qu'elle apporte plus de garanties aux justiciables et protège mieux les libertés individuelles ?

La méthode du président de la République, c'est de faire tout ce qui doit être fait. Un autre reproche qui est lui adressé est de ne pas associer suffisamment. Là encore, je voudrais qu'on examine la réalité, les faits. Ce n'est pas parce que le président est volontariste et qu'il multiplie les projets, qu'il n'associe pas. L'association à l'action des partenaires institutionnels est, bien au contraire, à la hauteur du nombre des initiatives qu'il prend.

Qu'en est-il, d'abord, du gouvernement ? Ce que je puis affirmer et que personne ne peut démentir, c'est que le président ne prend aucune orientation, aucune décision significative sans réunir le premier ministre et les ministres concernés. Il a fait, à propos de la réforme très difficile de la taxe professionnelle, six ou sept réunions de ministres et aussi plusieurs réunions des responsables de la majorité. Les responsables de la majorité, il les voit d'ailleurs au rythme d'une fois par semaine, pour leur faire part de ses analyses, de ses projets, et aussi pour les écouter.

Cette consultation des responsables politiques du reste va bien au-delà du cercle des responsables de la majorité lorsque des enjeux d'ampleur sont en cause. Les commissions présidées par Jacques Attali sur la libération de la croissance, Edouard Balladur sur la révision constitutionnelle et la réforme des collectivités locales, Michel Rocard sur la taxe carbone, Michel Rocard et Alain Juppé sur l'utilisation du produit du grand emprunt réunissaient des personnalités, des horizons intellectuels et politiques les plus divers. Et avant d'arrêter le projet de loi instituant la taxe carbone, il a rencontré les responsables des grands partis politiques.

Le Parlement, grâce à la réforme constitutionnelle que le président a voulue, a vu ses pouvoirs renforcés. Ses capacités de contrôle ont été accrues. Il donne désormais son aval à la nomination des 40 principaux dirigeants du secteur public. Il maîtrise la moitié de son ordre du jour.

Le dialogue social, de son côté, est intense. Jamais un président n'avait réuni aussi souvent les partenaires sociaux, jamais il ne leur avait confié autant de responsabilités, responsabilités qu'ils ont saisies du reste avec beaucoup d'efficacité, par exemple pour améliorer les dispositifs régissant le chômage partiel ou encore les mécanismes de la formation professionnelle.

Et puis le président va aussi à la rencontre des Français. Il parle avec eux. Depuis sa prise de fonctions, il a fait plus de 300 déplacements à travers la France, soit plus de deux par semaine. Il est convaincu que, si les représentants des Français ont un rôle irremplaçable, il est important de rencontrer aussi des Français tout simplement. Pour réformer le lycée, il a rencontré des lycéens et des professeurs dans leurs établissements. Ces Français au demeurant, il ne faut pas l'oublier, approuvent son action. Les cotes de popularité sont une chose. Les taux d'adhésion aux réformes qu'il entreprend et fait aboutir en sont une autre. Ces taux d'adhésion - rares sont les commentateurs qui y prêtent attention - sont souvent supérieurs à 60 %.

Que dire en conclusion ? Que Nicolas Sarkozy a entrepris depuis deux ans et demi une oeuvre considérable de dynamisation de notre pays. Il a fait face à la crise. Mais la crise ne l'a pas arrêté dans sa détermination à préparer la France à l'après-crise. Il fait beaucoup, il fait vite - aussi vite que possible -, il le fait aussi dans la cohérence, dans le respect des compétences de chacun et dans la transparence. Il continuera ainsi parce que bien d'autres questions que celles qui ont été traitées jusqu'ici doivent être encore abordées. Il y va de notre avenir. Et il en a une conscience aiguë : son devoir, c'est la France.